

SERVICES PUBLICS

**Voyageur d'un jour, voyageur quotidien,
si nous sommes dans le train,
ce n'est pas un hasard
le service public du rail,
nous y sommes attachés !**

- Le gouvernement, sous le prétexte de «sauver la sncf» veut la transformer fortement, mais est-ce la bonne solution ?
 - *Qui peut croire qu'ouvrir le rail à la concurrence va améliorer la coordination entre les trains et la sécurité des passagers ?*
- Qui peut croire que faire payer les choix gouvernementaux du tout TGV aux usagers va développer le transport par rail ?
 - *Qui peut croire qu'avoir démantelé le fret public depuis plus de 10 ans a favorisé le report des marchandises de la route vers le train ?*
- Qui peut croire que remplacer des cheminots par des salariés précaires et en sous traitance va améliorer la qualité du service ?
 - *Qui peut croire, après les réformes de la poste, de France télécom, la privatisation des autoroutes, les expériences italiennes ou anglaises sur le rail que les réformes ont pour but de préserver les services publics ?*
- Qui peut croire que la baisse de qualité du train que nous subissons depuis des années n'a pas pour origine les exigences de rentabilité et de bénéfice imposés à la Sncf par ses actionnaires, et le premier de tous l'Etat ?
 - *Qui peut croire que supprimer les trains de nuit, les lignes rurales, diminuer les dessertes dans certaines régions, remplacer les trains par des bus va sauver la Sncf ?*
- Qui peut croire que le gouvernement n'a pas pour stratégie d'opposer les cheminots aux usagers pour faire passer ses choix et permettre une nouvelle privatisation d'un service public ?

**Ne nous trompons pas d'adversaire, et tous ensemble,
usagers et cheminots : imposons d'autres choix !**

Soyons solidaires des grévistes :

**Participons aux initiatives
locales et régionales
(rassemblements, débats publics...)**

Les dons, par chèques ou virements (lien pour virement : http://cgt.fr/IMG/pdf/rib_solidarite_cgt_mobilisation_retrait_loi_travail-2.pdf), sont à adresser à la Confédération CGT – Service Comptabilité – 263 rue de Paris - 93100 Montreuil, au titre de la «Solidarité CGT luttés 2018», ou via le site internet : <http://www.cgt.fr/>



*pourquoi je la défends,
pourquoi je veux
qu'elle change*



Aujourd'hui, nous sommes des usagers :

Au niveau du prix du billet :

Grâce aux subventions versées par les collectivités territoriales et l'État, nous payons environ un tiers du coût de revient du transport emprunté.

Au niveau de l'offre de transport collectif :

80% des trains arrivent à l'heure. Une péréquation nationale oblige l'Etat à s'engager vis-à-vis des Régions à une offre de service.

Pour notre Région :

2/3 de TER et **1/3 de cars**

Le désengagement de l'Etat a entraîné une dégradation de l'infrastructure qui aboutit à des suppressions de rames, des retards de trains et une exaspération des voyageurs.

Au niveau du statut des cheminots et de la SNCF :

Le statut des cheminots permet un niveau haut de sécurité et de technicité par la formation, la qualification de ses agents.

Le statut protège certes les agents mais encore plus les voyageurs, car un conducteur peut agir pour l'intérêt public et la sécurité, en cas de nécessité et non pour la rentabilité et les profits d'un actionnaire.

Demain, nous serons peut-être des clients

Au niveau du prix du billet :

La privatisation des réseaux de transport a toujours induit d'importantes hausses de tarifs : ex dans les grandes villes, abonnements mensuels Londres 360 € et Madrid 131,80 €...

Au niveau de l'offre de transport collectif :

La privatisation : (qui n'est pas une obligation dictée par l'Europe, mais un choix du gouvernement), l'État laisse la responsabilité aux Régions de décider ou pas du maintien des lignes régionales (Ligne Gap-Valence).

Pour notre Région :

- Risque important de suppression de certaines lignes (St-Claude-Jura)
- Augmentation du transport en car
- Augmentation de la pollution et du risque accident sur un réseau routier saturé ou non adéquat.

Au niveau du statut de la SNCF :

La fin du statut des cheminots entraînera certainement une augmentation du coût salarial par une mise en concurrence des sociétés qui chercheront à capter les agents qualifiés. Il existe un risque sur la sécurité à moyen terme, avec une tentation de réduire les formations initiales pour diminuer les coûts.

La disparition du statut des cheminots n'évite pas aux clients de régler les 55 milliards de dettes.

D'autres choix sont possibles

Au niveau du prix du billet :

Nous agissons pour conserver des tarifs égaux sur l'ensemble du territoire national.

Nous intervenons pour permettre l'accès au transport collectif selon les besoins et les moyens de chacun.

Au niveau de l'offre de transport collectif :

Nous choisissons de nous déplacer en transport collectif par choix écologique, budgétaire, pour diminuer stress et fatigue.

Nous nous investissons dans des comités de ligne pour obtenir :

- plus de trains,
- plus de lignes, accessibles aux plus nombreux,
- des trains confortables,
- davantage de ponctualité,
- du personnel dans les trains et les gares pour nous renseigner, nous accompagner, nous rassurer

Au niveau du statut de la SNCF :

Nous influons, pour une politique publique qui priorise le rail, la transition énergétique.

Nous pesons pour que les cheminots et les chauffeurs de cars restent sous un statut qui leur permet d'être indépendants des pressions avec des conditions de travail garant de notre sécurité.

Nous exigeons que le gouvernement efface la dette de la SNCF, comme l'a fait l'État allemand.



Cette situation est malheureusement identique et dramatique à l'Hôpital, dans les Ehpad, EDF, la Poste, chez les territoriaux, les éboueurs, les écoles, collèges, lycées, facs, bref, dans tous les services rendus aux publics...